

## **Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)**

### **Accord-cadre 25AC18**

**Numéro de la consultation :** Shom-25AC18

**Objet de la consultation :** Prestations de nettoyage des locaux et vitreries du Shom à Brest.

# Sommaire

<b>1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>4</b>
<b>2. ALLOTISSEMENT .....</b>	<b>4</b>
<b>3. FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>4</b>
<b>4. DUREE DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>5</b>
<b>5. LIEU D'EXECUTION .....</b>	<b>5</b>
<b>6. DOCUMENTS CONTRACTUELS .....</b>	<b>5</b>
<b>7. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>6</b>
7.1 Représentation des parties .....	6
Représentation de l'acheteur.....	6
Représentation du titulaire .....	6
7.2 Condition d'exécution .....	6
Remplacement des intervenants.....	6
Liste nominative du personnel :.....	6
Conditions d'accès des intervenants dans une base de la Défense.....	7
Conditions de travail sur le site du Shom .....	7
Emission et exécution des bons de commande des postes 3, 4 et 6.....	8
7.3 Obligations du titulaire .....	8
Obligation de résultat.....	8
Obligation de reprise du personnel .....	9
Obligation de conseil.....	9
Obligation d'information.....	9
Mesures de sécurité .....	9
Plan de prévention.....	9
Santé et sécurité .....	9
7.4 Responsabilité du titulaire.....	10
7.5 Considérations sociales .....	10
7.6 Considérations environnementales.....	12
Etablissement d'un bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) .....	12
Impact environnemental lié à l'exécution de l'accord-cadre .....	13
7.7 Traitement de données à caractère personnel.....	13
7.8 Confidentialité et secret des affaires.....	14
<b>8. CLAUSE DE REEXAMEN.....</b>	<b>15</b>
<b>9. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS DES PRESTATIONS.....</b>	<b>15</b>
9.1 Contrôles.....	15
9.2 Opérations de vérification.....	16
9.3 Décisions après vérifications .....	16
<b>10. PILOTAGE .....</b>	<b>16</b>
<b>11. INTERRUPTION PONCTUELLE DES PRESTATIONS .....</b>	<b>17</b>
<b>12. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES.....</b>	<b>17</b>
<b>13. PENALITES.....</b>	<b>17</b>
13.1 Pénalités de retard .....	17
13.2 Pénalités en cas de rupture de consommables et de non-respect des consignes .....	17
13.3 Pénalités en cas de non-respect de la clause sociale.....	18
13.4 Pénalités liées aux obligations administratives .....	18
Pénalités pour travail dissimulé .....	18
Pénalités pour manquement à la déclaration d'un sous-traitant.....	18
Pénalités pour sanctionner le retard de production des attestations sociales et fiscales et celles relatives aux articles D 8222-5 ou 8222-7 et D 8222-8 du code du travail.....	18
<b>14. REGIME FINANCIER .....</b>	<b>19</b>
14.1 Forme et contenu des prix .....	19

14.2	Révision des prix .....	19
	Im = Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.21 – service de nettoyage (site <a href="https://www.insee.fr/fr/statistiques">https://www.insee.fr/fr/statistiques</a> ) sous le numéro d'identifiant 010766781, dernier indice publié à la date de la révision.....	20
14.3	Avances .....	20
14.4	Répartition des paiements .....	20
14.5	Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire.....	21
14.6	Nantissement et cession du contrat .....	21
14.7	Intérêts moratoires.....	21
14.8	Modalités de facturation .....	21
	Transmission des factures.....	22
<b>15.</b>	<b>DISPOSITIONS DIVERSES.....</b>	<b>22</b>
15.1	Echanges dématérialisés .....	22
15.2	Langue.....	23
15.3	Sous-traitance.....	23
15.4	Assurances.....	23
15.5	Autres obligations administratives .....	24
15.6	Résiliation .....	25
15.7	Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence.....	25
	Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire.....	25
	Suspension à l'initiative de l'acheteur .....	26
	Prolongation du délai d'exécution des prestations.....	27
	Indemnisation en cas d'annulation d'un bon de commande .....	27
	Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat .....	27
	Demandes indemnitaires.....	28
	Modalités de communications en cas de crise sanitaire .....	28
15.8	Litiges et contentieux.....	28
<b>16.</b>	<b>DEROGATIONS AU CCAG .....</b>	<b>28</b>

## 1.OBJET DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre a pour objet la prestation de nettoyage des locaux et des vitreries du Shom sur le site du Bergot à Brest.

L'accord-cadre porte sur des prestations de Services, les postes de l'accord-cadre sont les suivants :

- Poste 1 : prestations périodiques courantes de nettoyage ;
- Poste 2 : prestation annuelle de nettoyage des vitreries intérieures et extérieures ;
- Poste 3 : prestations ponctuelles spécifiques de nettoyage des locaux et de vitreries ;
- Poste 4 : prestation ponctuelle de nettoyage des façades et surfaces de voiries ;
- Poste 5 : prestations de nettoyage annuelles ou infra-annuelles ;
- Poste 6 : prestation ponctuelle de désinfection.

Code CPV de la consultation : 90910000-9 – Services de nettoyage.

## 2. ALLOTISSEMENT

L'accord-cadre n'est pas alloti.

## 3. FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est mono-attributaire.

Le contrat est un accord-cadre composite, il comporte :

→ **une partie ferme qui démarre à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 :**

- Poste 1 – prestations périodiques courantes de nettoyage ;
- Poste 2 – prestation annuelle de nettoyage des vitreries intérieures et extérieures ;
- Poste 5 – prestations de nettoyage annuelles ou infra-annuelles.

→ **une partie qui s'exécute par la passation de bons de commande :**

- Poste 3 – prestations ponctuelles spécifiques de nettoyage des locaux et de vitreries ;
- Poste 4 – prestation ponctuelle de nettoyage des façades et surfaces de voiries ;
- Poste 6 – prestation ponctuelle de désinfection.

Le présent accord-cadre ne comporte pas de montant minimum, son montant maximum est de 650 000 euros HT pour sa durée potentielle de validité (48 mois).

#### **4. DUREE DE L'ACCORD-CADRE**

L'accord-cadre est passé pour une première période ferme de 24 mois à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026.

Il pourra être reconduit de façon tacite deux fois pour une période de 12 mois, au titre des 48 mois de validité potentielle.

Pour le cas où le Shom ne souhaiterait pas reconduire l'accord-cadre, le titulaire en serait informé 3 mois avant la fin de la période en cours.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction. Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commande émis au titre des postes 3, 4 et 6 continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

#### **5. LIEU D'EXECUTION**

Les prestations sont exécutées sur le site du Shom, 13 rue du Chatellier à Brest (dép. 29).

#### **6. DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et son annexe financière (Bordereau des prix) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures et services courants approuvé le 30 mars 2021 ;
- L'offre technique du titulaire (correspondant au mémoire technique dûment complété) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les actes modificatifs postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

## 7. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

### 7.1 Représentation des parties

#### Représentation de l'acheteur

L'interlocuteur désigné par l'acheteur est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification de l'accord-cadre.

L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

#### Représentation du titulaire

Le titulaire s'engage à mettre en place et à maintenir pendant toute la durée du contrat, des équipes d'intervenants correspondant à la description présentée au mémoire technique.

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

### 7.2 Condition d'exécution

#### Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution du contrat, le Shom se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé. Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai de **2 jours ouvrés** à compter de cette approbation de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

#### Liste nominative du personnel :

Pour des raisons de sûreté liées à l'activité du site, le titulaire doit fournir au Shom, dans un délai de 15 jours à compter de la date de notification de l'accord-cadre, la liste exhaustive des personnels employés sur le site, en précisant : les noms et prénoms, date et lieu de naissance, numéro de pièce d'identité. En cas de changement de la liste nominative des personnels de la société, le titulaire doit soumettre au visa du Shom, la nouvelle liste nominative des personnels.

Le titulaire doit fournir, en outre, les renseignements nécessaires à l'établissement des laissez-passer permanents qui seront exigés pour la circulation de ce personnel dans les lieux d'exécution des prestations.

### Conditions d'accès des intervenants dans un site du ministère des Armées

#### - Accès du personnel étranger :

L'accès du personnel étranger dans une enceinte militaire à l'intérieur de laquelle seront exécutées les prestations est soumis à une enquête préalable de sécurité. Cette enquête est déclenchée par une demande d'accès de la part du titulaire qui consiste à fournir à la personne responsable du contrat la copie du passeport et un formulaire de contrôle élémentaire renseigné (formulaire vierge transmis par le Shom), a minima deux semaines avant l'intervention.

#### - Accès du personnel français :

L'accès du personnel français dans une enceinte militaire à l'intérieur de laquelle seront exécutées les prestations est soumis à une enquête préalable de sécurité. Cette enquête est déclenchée par une demande d'accès de la part du titulaire qui consiste à fournir à la personne responsable du contrat la copie du passeport ou de la carte nationale d'identité a minima cinq jours ouvrés avant l'intervention.

Dans le cas où l'enquête préalable de sécurité serait négative, le personnel considéré ne pourra pas accéder au site du Shom : le titulaire devra alors proposer un autre personnel.

### Conditions de travail sur le site du Shom

Le titulaire du présent contrat s'engage à respecter et à faire respecter toutes les consignes applicables sur le site du Shom. La plus grande correction et la plus grande réserve sont exigées. Les intervenants sont tenus à l'obligation de discrétion professionnelle et ne doivent révéler à quiconque les faits ou informations dont ils auront eu connaissance à l'occasion de la prestation.

Les prestations exécutées dans les locaux du Shom doivent être réalisées sur les plages horaires définies au CCTP.

Le titulaire est responsable de l'application scrupuleuse des règles d'hygiène et de sécurité du travail. Les intervenants doivent porter un insigne spécifique de leur entreprise et le badge remis par le Shom.

Il appartient au titulaire d'avertir son personnel que l'usage des matériels et des équipements se trouvant dans les locaux du Shom lui est strictement interdit. C'est notamment le cas des appareils de téléphone, des machines à photocopier, des scanners, des ordinateurs ainsi que de tous les consommables de bureaux tels que papiers, cartouches, etc.

En cas d'accident touchant son personnel, outre les formalités à accomplir vis-à-vis des instances qualifiées auxquelles il doit rendre compte, le titulaire doit en informer l'assistant de prévention du Shom.

Le titulaire doit s'assurer que les éventuelles entreprises sous-traitantes placées sous sa responsabilité respectent l'ensemble de ces dispositions.

### Emission et exécution des bons de commande des postes 3, 4 et 6

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser la date certaine de réception. En cas de commandes transmises par messagerie, le titulaire doit systématiquement envoyer par retour de mail un accusé de réception.

A défaut d'indication particulière du point de départ du délai d'exécution sur le bon de commande, le délai d'exécution court à compter de la date de notification du bon de commande.

Chaque bon de commande précise notamment :

- Le numéro du bon de commande ;
- Le numéro de l'accord cadre (25AC18) ;
- La désignation et la quantité des prestations commandées, par référence au bordereau des prix annexé à l'acte d'engagement ;
- Le délai global d'exécution du bon de commande ;
- Le prix correspondant en € hors taxes (HT) ;
- Le montant total du bon de commande en € HT ;
- Le numéro d'Engagement Juridique.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de 2 jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine d'irrecevabilité.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé dans les conditions prévues au CCAG de référence. Toute demande de report de délai doit impérativement être transmise au Shom avant la fin du délai d'exécution, par tout moyen permettant d'en accuser la date certaine de réception.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre mais leur exécution doit être terminée au plus tard 3 mois suivant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

### **7.3 Obligations du titulaire**

#### Obligation de résultat

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat conformément au CCTP.



### Obligation de reprise du personnel

Il appartient au titulaire de l'accord-cadre de se rapprocher de l'entreprise sortante afin de mettre en œuvre les stipulations de la convention collective des entreprises de propreté, relatives à la reprise du personnel.

### Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte). Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'une argumentation qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Ce devoir de conseil s'exerce tout au long de l'exécution de l'accord-cadre. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Le titulaire et l'acheteur s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations de l'accord-cadre.

### Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

### Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

### Plan de prévention

Avant le début des activités relatives au présent accord-cadre, il sera procédé en présence du titulaire à une inspection préalable des lieux de travail, afin de déterminer l'existence ou non de risques liés à l'interférence des travaux et leur nature.

Les représentants du Shom et de la ou des entreprises extérieures établiront par écrit, avant le début de la prestation, un plan de prévention définissant les mesures qui doivent être prises par les deux parties.

### Santé et sécurité

Le titulaire est responsable de l'application des mesures nécessaires à la protection de son personnel. Il donne les instructions nécessaires à l'application de ces mesures.

En cas d'accident touchant son personnel, outre les formalités à accomplir vis-à-vis des instances qualifiées auxquelles il doit rendre compte, le titulaire devra en informer le chef de l'organisme utilisateur (en cas d'accident survenant à l'un de ses employés dans l'exécution de son service au profit du Shom sur un site défense, le titulaire en fera immédiatement la déclaration au chargé de prévention du site Brest-Bergot du Shom).

Le titulaire s'engage à faire effectuer la prestation par du personnel appartenant à sa propre entreprise qualifié, compétent, ayant préalablement reçu la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal.

Le titre 1er du livre V de la quatrième partie du code du travail (partie réglementaire) définit les dispositions applicables en santé et sécurité au travail lorsqu'une entreprise extérieure fait intervenir des travailleurs pour exécuter ou participer à l'exécution d'une opération, quelle que soit sa nature, dans un établissement d'une entreprise utilisatrice, y compris dans ses dépendances ou chantiers.

#### **7.4 Responsabilité du titulaire**

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

#### **7.5 Considérations sociales**

Afin de faciliter l'insertion professionnelle des publics en difficulté, il est fait application des dispositions de l'article L.2112-2 du code de la commande publique par le biais d'une clause d'insertion par l'activité économique.

**Pour le présent accord-cadre, l'exigence d'insertion est de 630 heures par an.**

Les publics visés sont notamment :

- Les demandeurs d'emploi de longue durée (selon les critères définis par Pôle Emploi) ;
- Les allocataires de minima sociaux ou leurs ayants droits ;
- Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- Les jeunes de Niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP ;
- Les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier

agréées ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2ème chance » ;

- Les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé du service public de l'emploi être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Le titulaire doit réaliser cette action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés, en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après :

- 1ère modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion ;
- 2ème modalité : la mise à disposition de salariés. L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée de l'accord-cadre. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification ou d'une Association intermédiaire.
- 3ème modalité : l'embauche directe par l'entreprise. Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante de l'accord-cadre (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Le titulaire désigne un responsable des ressources humaines qui sera l'interlocuteur privilégié du facilitateur pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Un tuteur pourra être nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et en assurer le suivi en liaison avec le facilitateur.

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, l'organisme à contacter est le suivant :

**DEFIS Emploi Pays de Brest – 1 rue Louis Pidoux – 29200 Brest – Tél. 02 98 42 08 24 -**

**[www.DEFISEMPOI.BZH](http://www.DEFISEMPOI.BZH)**

**Courriel : [c.amberlin@defisemploi.bzh](mailto:c.amberlin@defisemploi.bzh) / [m.lecorre@defisemploi.bzh](mailto:m.lecorre@defisemploi.bzh) / [t.chauviere@defisemploi.bzh](mailto:t.chauviere@defisemploi.bzh)**

Dans ce cadre, le facilitateur a pour mission :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;

- Accompagner l'entreprise à définir la nature de ses besoins en matière de recrutement dans le cadre de la clause (définition des postes, des tâches, des compétences) ;
- Mettre en œuvre des actions de formation (préqualification, qualification, alternance) pour favoriser le recrutement direct des personnes en insertion ;
- Identifier le public susceptible de bénéficier des mesures d'insertion ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours des organismes spécialisés ;
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) concernées par la spécificité du marché ;
- Suivre l'application de la clause et évaluer ses effets sur l'accès à l'emploi en liaison avec les entreprises.

Au moment de l'attribution, l'acheteur, le titulaire et le facilitateur peuvent se rencontrer.

Les modalités de contrôle de l'action d'insertion :

Pour le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, l'acheteur s'appuie sur le facilitateur.

À la demande du facilitateur, le titulaire fournit, dans le délai qui lui sera imparti, tous renseignements utiles (attestation mensuelle d'heures d'insertion adressée par le facilitateur, date d'embauche, type de contrat, poste occupé, justificatif de l'éligibilité des personnes recrutées, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraînera l'application de pénalités.

En tout état de cause, le prestataire notifie à l'acheteur, tout élément d'information s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement. Dans ce cas, le facilitateur étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

À l'issue du marché, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le projet.

**À l'achèvement de l'accord-cadre, le titulaire présente l'attestation du facilitateur, faisant état du bilan d'insertion mis en œuvre.**

## **7.6 Considérations environnementales**

### **Etablissement d'un bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES)**

Dans le cadre de l'exécution du présent contrat et sur toute sa durée, l'acheteur vérifie que le titulaire, sous réserve qu'il y soit assujetti, respecte les dispositions de l'article L.229-25 du code de l'environnement.

L'acheteur consulte à cet effet la plateforme informatique hébergée à l'adresse suivante : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>, sur laquelle doivent être publiées les informations relatives à la mise en œuvre des obligations nées de l'article du code de l'environnement précité. Toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan via leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; ils indiquent à l'acheteur le lien internet permettant d'accéder à ce document.

Le cas échéant, l'acheteur invite le titulaire à se mettre en conformité dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, pour soutenir la transformation écologique de l'Etat, le Shom engagé depuis plusieurs années dans une démarche vertueuse de transition sociale et environnementale dans le domaine des achats, encourage les titulaires qui ne seraient pas assujettis aux dispositions de l'article L.229-25 du code de l'environnement à établir le bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre accompagné d'un plan de transition et à les communiquer à l'adresse précitée : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>.

#### Impact environnemental lié à l'exécution de l'accord-cadre

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article R.2111 du code de la commande publique, en prévoyant pour l'ensemble de l'accord-cadre, des spécifications techniques à caractère environnemental conformément aux prescriptions du CCTP.

De manière continue et générale, le titulaire veille à limiter l'impact environnemental dans le cadre de l'exécution de l'ensemble des prestations du présent accord-cadre. Une attention particulière doit être portée sur les axes suivants :

- Optimisation de la gestion de la fin de vie des matériels utilisés ;
- Limitation de la toxicité et de la pollution de l'air et de l'eau liées à l'utilisation des produits ;
- Limitation des consommations d'eau et d'énergie ;
- Gestion optimisée du conditionnement des consommables.

#### **7.7 Traitement de données à caractère personnel**

Pour l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Le titulaire mettra en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour s'assurer et être en mesure de démontrer que le traitement des données personnelles est effectué conformément au RGPD.

Le titulaire traitera les données pour les seules finalités qui font l'objet de l'accord-cadre.

Les personnes concernées pourront demander des informations sur le traitement de leurs données. Le titulaire s'engagera à donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement, et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le titulaire informera conjointement le délégué à la protection des données du Shom (dpd@shom.fr) et la CNIL, sans délai, de toute violation de données à caractère personnel conformément à l'article 33 du RGPD. Cette information sera complétée, sous 72h, via le téléservice de notification de violations de la CNIL.

### **7.8 Confidentialité et secret des affaires**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

En outre le titulaire ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre. Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès.

En cas de violation de cette obligation par manquement grave ou répété, la résiliation de l'accord-cadre pourra être prononcée aux torts du titulaire.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution de l'accord-cadre puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de

conseil, de contrôle ou d'expertise, ou en cas de passation d'un accord-cadre de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

## **8. CLAUSE DE REEXAMEN**

Sur la période d'exécution de l'accord-cadre, le périmètre des prestations sera ajusté après réception des travaux pour la réhabilitation du bâtiment A d'une part, et après réception des travaux pour la construction du nouveau bâtiment R d'autre part. Le démarrage des prestations de ces deux nouveaux bâtiments, sera notifié par ordre de service.

L'accord-cadre fera alors l'objet d'une modification pour consolider le périmètre des prestations.

Toute autre évolution de la prestation notamment en cas d'augmentation ou de retrait de surface au-delà de 150 m<sup>2</sup> (selon les besoins), fera l'objet d'une modification de contrat.

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution de l'accord-cadre, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières de cette circonstance.

Toute modification décidée ou acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fera l'objet d'une modification de l'accord-cadre.

## **9. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS DES PRESTATIONS**

### **9.1 Contrôles**

Les opérations de contrôle sont effectuées en application du CCAG de référence, ainsi qu'en vertu des dispositions du CCTP.

## **9.2 Opérations de vérification**

Les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG de référence.

## **9.3 Décisions après vérifications**

Les décisions après les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG de référence, et notamment l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations, dont les termes sont définis ci-dessous :

- Admission : le Shom reconnaît la conformité des prestations aux stipulations du contrat.
- Ajournement : le Shom estime que les prestations peuvent être reçues moyennant des mises au point et/ou des corrections à opérer par le titulaire.
- Admission avec réfaction : le Shom estime que les prestations, sans entièrement satisfaire aux stipulations du contrat, peuvent être reçues en l'état. Dès lors, le Shom prend la décision motivée de réduire le montant des prestations à verser au titulaire proportionnellement à l'importance des imperfections constatées.
- Rejet : le Shom estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du contrat et ne peuvent être reçues, même après ajournement ou avec réfaction. Il notifie une décision motivée de rejet.

Lorsque les prestations relatives aux bons de commande des postes 3, 4 et 6 sont considérées comme achevées par le titulaire, ce dernier présente au représentant du Shom un bon de réception à signer valant admission, ajournement, admission avec réfaction ou rejet.

En cas d'ajournement après constatation de l'inexécution, de l'exécution partielle des prestations ou d'imperfections, le titulaire doit y remédier dans un délai de 15 jours.

Lorsque le représentant du Shom estime que les prestations ne satisfont pas aux conditions de l'accord-cadre mais présentent des possibilités d'admission, il peut prononcer une admission avec réfaction selon les dispositions du CCAG de référence.

Pour les prestations forfaitaires des postes 1, 2 et 5, lorsque le résultat d'un contrôle est inférieur au seuil d'acceptabilité de 75 %, la réfaction est appliquée à hauteur de 30 % du montant forfaitaire mensuel.

## **10. PILOTAGE**

Il est prévu au présent accord-cadre une réunion de pilotage annuelle entre le titulaire et les représentants du Shom, afin de faire le bilan des prestations sur l'année écoulée et de prévoir si nécessaire des actions correctives.

Cette réunion annuelle se déroulera entre le 15 et 30 janvier à compter de 2027.



## **11. INTERRUPTION PONCTUELLE DES PRESTATIONS**

En cas de travaux ou de circonstance entraînant la fermeture ponctuelle d'un des bâtiments, les prestations prévues pour le bâtiment concerné pourront être suspendues par ordre de service notifié au titulaire avec un préavis minimal de 15 jours. Le titulaire sera informé de la reprise des prestations par le même moyen.

## **12. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES**

Le cas échéant, le Shom peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues à l'article 45 du CCAG de référence.

## **13. PENALITES**

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard. Les pénalités s'appliquent sans aucun seuil d'exonération pour la globalité de l'accord-cadre.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

### **13.1 Pénalités de retard**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG de référence, en cas de retard d'exécution d'une prestation annuelle par rapport à la date programmée, le titulaire se verra appliquer une pénalité à hauteur de 30 % du montant forfaitaire annuel.

### **13.2 Pénalités en cas de rupture de consommables et de non-respect des consignes**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG de référence, en cas de rupture d'approvisionnement des consommables dans les sanitaires, le titulaire se verra appliquer une pénalité de 100 € HT par manquement constaté.

En cas de non-respect des consignes relatives au tri sélectif, le titulaire se verra appliquer une pénalité de 100 € HT par manquement constaté.

Les manquements cités ci-dessus seront constatés à l'appui d'une photographie.

Les pénalités sont précomptées sur les règlements mensuels versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations.

### **13.3 Pénalités en cas de non-respect de la clause sociale**

En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, imputable au titulaire, il sera appliqué une pénalité de 35 € HT par heure d'insertion non réalisée.

### **13.4 Pénalités liées aux obligations administratives**

#### **Pénalités pour travail dissimulé**

Lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, il lui enjoint de faire cesser immédiatement la situation et d'en apporter la preuve, en précisant le délai à respecter pour produire cette preuve de régularisation.

En l'absence de régularisation dans les délais impartis, la personne publique peut imposer des pénalités, ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire. Le montant des pénalités à ce titre est de 1 000 euros HT par semaine de retard.

#### **Pénalités pour manquement à la déclaration d'un sous-traitant**

Pour toute absence de signalement d'un sous-traitant, il peut être fait application de plein droit et sans mise en demeure préalable, d'une pénalité forfaitaire de 1 000 euros HT.

#### **Pénalités pour sanctionner le retard de production des attestations sociales et fiscales et celles relatives aux articles D 8222-5 ou 8222-7 et D 8222-8 du code du travail**

Le titulaire produit, tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Les pièces à fournir sont à minima les suivantes :

- Attestation annuelle de régularité fiscale au regard des obligations fiscales ;
- Déclarations de résultats et de TVA, Paiement de la TVA, paiement de l'impôt sur les sociétés ;
- Attestation de vigilance relative aux obligations en matière de cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales, de contributions d'assurance chômage et de cotisations et de fourniture des déclarations des candidats à une commande publique au moins égale à 5000 €, datant de moins de 6 mois ;
- Attestation d'assurance professionnelle (responsabilité civile) ;
- Liste nominative des salariés étrangers intervenant dans le cadre du présent contrat et soumis à autorisation de travail, en application de l'article D8254-2 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire : sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.com>

A défaut le titulaire s'expose à l'application sans mise en demeure, d'une pénalité forfaitaire de 300 euros HT par semaine de retard à compter de la demande de régularisation émise par le Shom.

## 14. REGIME FINANCIER

### 14.1 Forme et contenu des prix

Les prix forfaitaires et unitaires figurent dans le bordereau de prix de l'accord-cadre.

Les prix sont réputés inclure :

- Les frais afférents à la réalisation des prestations, ainsi que les frais de déplacement ;
- Les fournitures, produits et consommables nécessaires à l'exécution des prestations ;
- Les frais de mise en œuvre et d'entretien des équipements et matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- Le suivi contractuel et les frais de communication divers nécessaires à l'exécution des prestations ;
- Toutes les charges fiscales ou autres applicables aux prestations.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment de la facturation.

### 14.2 Révision des prix

Les prix de l'accord-cadre sont établis aux conditions économiques du mois m0 correspondant à la date limite de remise des offres (octobre 2025).

Les prix peuvent être révisés au 1er janvier de chaque année (première révision possible à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027).

En cas de demande de révision le titulaire doit communiquer au Shom le nouveau bordereau des prix, avant la fin du mois de novembre de l'année en cours, à l'adresse [sg-ach-all@shom.fr](mailto:sg-ach-all@shom.fr).

En l'absence de transmission d'un nouveau bordereau des prix avant la fin du mois de novembre, la révision ne sera pas effectuée et le tarif de l'année en cours continue de s'appliquer pour l'année suivante.

Le prix d'un bon de commande est ferme et non révisable.

L'augmentation des prix est bornée par l'application au maximum de la formule de révision suivante :

$$P = P_0 (I_m / I_0)$$

dans laquelle :

**P** = prix révisé

**P<sub>0</sub>** = prix fixé dans l'offre du titulaire

**Im** = Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.21 – service de nettoyage (site <https://www.insee.fr/fr/statistiques>) sous le numéro d'identifiant 010766781, dernier indice publié à la date de la révision

**I<sub>0</sub>** = valeur du même indice à la date d'établissement des prix fixé dans l'offre du titulaire.

- si le quatrième chiffre après la virgule est égal ou supérieur à 5, on arrondit au millième supérieur ;
- si le quatrième chiffre après la virgule est inférieur à 5, on arrondit au millième inférieur.

Le calcul de la révision de prix incombe au titulaire qui doit, lors de sa demande, calculer la révision applicable et fournir à l'acheteur les informations (notamment la valeur des indices) nécessaires au contrôle dudit calcul.

### **14.3 Avances**

Sous réserve que le titulaire n'y renonce pas dans l'acte d'engagement, une avance de 10 % du forfait annuel pour les postes 1, 2 et 5 sera versée au titulaire (pour les postes 1 et 2, le forfait annuel pris en compte pour le calcul de l'avance comprend le bâtiment R actuel).

Le taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiées en cours d'exécution de l'accord- cadre.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification de l'accord-cadre.

Le remboursement de l'avance est effectué conformément aux dispositions de l'article R 2191-11 du code de la commande publique.

### **14.4 Répartition des paiements**

- Poste 1 : La périodicité des règlements est mensuelle et correspond à 1/12ème du prix forfaitaire annuel, quel que soit le mois concerné ;
- Poste 2 : La prestation relative à la vitrerie sera réglée chaque année en un seul terme après admission de la prestation ;
- Poste 5 : La périodicité des règlements est trimestrielle et correspond au montant des prestations exécutées dans le trimestre ;
- Postes 3, 4 et 6 : Pour les prestations ponctuelles, une facture doit être établie par bon de commande, après admission des prestations.

#### **14.5 Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire**

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie pour le présent accord-cadre.

#### **14.6 Nantissement et cession du contrat**

La partie ferme (postes 1, 2 et 5) et les bons de commandes relatifs aux postes 3, 4 et 6 peuvent être cédés ou nantis dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique.

Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances.

#### **14.7 Intérêts moratoires**

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

#### **14.8 Modalités de facturation**

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

Les factures comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le numéro de l'accord-cadre (25AC18) ;
- Le numéro du bon de commande (pour les postes 3, 4 et 6) ;

- Le poste concerné, le contenu exact des prestations facturées et les prix détaillés, conformément au bordereau des prix ;
- La date et le numéro de la facture ;
- La dénomination et l'adresse du titulaire ;
- Le numéro de SIRET ;
- Les références du compte bancaire mentionné sur l'acte d'engagement ;
- Le montant hors TVA et TTC ;
- Le numéro d'engagement juridique ;
- Les éventuels rabais, remises, ristournes ou escompte.

### Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions de l'article L.2192-1 et suivants de la commande publique.

Les factures seront transmises selon le dispositif CPP 2019 à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr/> (code service exécutant : FACTURES\_FOURNISSEURS).

Dans le cadre de la sous-traitance, la plateforme CHORUS permet au sous-traitant d'enregistrer directement sa facture, la procédure à respecter est la suivante :

- Etape 1 : le sous-traitant doit transmettre sa demande de paiement dans Chorus Pro dans l'espace + Factures émises. Il doit identifier le titulaire dans le champ + Titulaire, et renseigner les informations demandées. En tant que sous-traitant celui-ci devra indiquer dans le cadre de facturation, le code A9. A9 = dépôt d'une facture par un sous-traitant.
- Etape 2 : Suite au dépôt de la facture, Chorus Pro va envoyer une notification par courriel au titulaire, l'informant que son sous-traitant a émis une facture en qualité de sous-traitant.
- Etape 3 : Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour valider la demande de paiement dans l'espace + Facture à valider, de Chorus Pro. En l'absence de validation par le titulaire dans le délai imparti, la validation est tacite. En cas de refus de validation par le titulaire, la facture sera néanmoins transmise au Shom qui pourra alors décider de traiter, suspendre ou rejeter la demande de paiement.
- Etape 4 : Une fois la validation de la facture effective (formelle ou tacite), le Shom reçoit dans l'espace + Facture reçues, la demande paiement.
- Etape 5 : Le règlement de la facture par le Shom reste inchangé.

Pour de plus amples renseignements, les informations complémentaires peuvent être consultées à l'adresse suivante : <http://chorus-pro.gouv.fr/>

## **15. DISPOSITIONS DIVERSES**

### **15.1 Echanges dématérialisés**

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique

mentionnée dans les documents particuliers du contrat) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Dans ce cadre le titulaire s'engage à s'assurer que les adresses électroniques communiquées lors de la notification de l'accord-cadre, restent valides jusqu'à la fin de validité du contrat.

### **15.2 Langue**

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française ou à défaut, être accompagnés d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites durant l'exécution du contrat s'effectue en français.

### **15.3 Sous-traitance**

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du pouvoir adjudicateur, le titulaire doit présenter au Shom son sous-traitant par le biais de la déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 accessible en ligne à l'adresse suivante : [www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat](http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat)) signée du titulaire et du sous-traitant.

Cet acte mentionne : la nature des prestations concernées, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le pouvoir adjudicateur dispose de 21 jours à compter de la remise de la déclaration de sous-traitance et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) pour rejeter la demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement.

Le paiement du sous-traitant s'effectue conformément aux articles R.2193-10 et suivants du code de la commande publique. Le paiement direct dès 600 euros TTC s'applique à tous les sous-traitants. Avant transmission de la facture, celle-ci doit être validée du titulaire.

### **15.4 Assurances**

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause au Shom en cas d'inexécution. Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents du Shom ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant au Shom ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent accord-cadre.

Il s'engage à remettre au Shom, sur simple demande écrite, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément le Shom de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

### **15.5 Autres obligations administratives**

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail :

- L'attestation annuelle de régularité fiscale ;
- L'attestation de vigilance relative aux obligations en matière de cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales, de contributions d'assurance chômage et de cotisations et de fourniture des déclarations des candidats à une commande publique au moins égale à 5 000 €, datant de moins de 6 mois ;
- L'attestation d'assurance professionnelle (responsabilité civile) ;
- La liste nominative des éventuels salariés étrangers intervenant dans le cadre du présent contrat et soumis à autorisation de travail, en application de l'article d8254-2 du code du travail.

Ces documents sont déposés et régulièrement mis à jour par le titulaire sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.com>.

Si le titulaire recourt, en cours d'exécution de l'accord-cadre, à des salariés détachés, il doit produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du code du travail.



## **15.6 Résiliation**

L'acheteur peut résilier l'accord-cadre dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

L'accord-cadre et/ou les bons de commande peuvent être résiliés conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés à l'accord-cadre, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Par dérogation au CCAG de référence, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a pas le droit à une indemnité de résiliation.

## **15.7 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence**

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « évènement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en oeuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombe, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

### **Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire**

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du contrat initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité

contractuelle de l'acheteur. L'exécution de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

#### Suspension à l'initiative de l'acheteur

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence, relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet de l'accord-cadre ;
- les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

### Prolongation du délai d'exécution des prestations

L'acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée de l'accord-cadre ne peut résulter que d'un avenant.

### Indemnisation en cas d'annulation d'un bon de commande

L'annulation d'un bon de commande par l'acheteur à la suite d'un évènement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.

Le titulaire adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relative aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- De l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé) ;
- De l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

### Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques. Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Un pourcentage de 10 % du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire.

#### Demandes indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par le CCAG de référence (article 55.2) et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure.

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

#### Modalités de communications en cas de crise sanitaire

En période de crise sanitaire, les séances de formation ou les éventuelles réunions prévues en présentiel peuvent être remplacées par des séances à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent document s'appliquent (cf article « Echanges dématérialisés »).

### **15.8 Litiges et contentieux**

Le présent accord-cadre est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif auquel est rattaché le domicile de la personne publique (tribunal administratif de Rennes). Tout litige dans le cadre du présent contrat pour les questions relatives à la propriété intellectuelle est soumis au tribunal judiciaire de Brest.

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent accord-cadre ou à l'exécution des prestations.

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés publics peut être saisi selon les modalités fixées par l'article R.2197 du code de la commande publique relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends.

Le comité consultatif compétent est constitué des médiateurs délégués régionaux, accessibles sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/reglement-amiable-des-differends>.

## **16. DEROGATIONS AU CCAG**

Vous trouverez, ci-dessous, la liste des dérogations au CCAG/FCS.

Article du présent CCAP	Article du CCAG /FCS	Objet
13	14	Pénalités
15.6	42	Résiliation